

Direction Régionale  
des Affaires Culturelles de Bourgogne

Arrêté portant inscription  
de l'ancienne église de Morey  
à LUCENAY-L'EVEQUE(Saône-et-Loire)  
sur l'Inventaire Supplémentaire  
des Monuments Historiques

Le Préfet, Commissaire de la République  
de la région de Bourgogne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du 18 mars 1924 et n° 61.428 du 18 avril 1961 ;

VU le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Commissaires de la République de Région ;

VU le décret n° 84.1006 du 15 novembre 1984 relatif au classement parmi les Monuments Historiques et à l'inscription sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques ;

VU le décret n° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des Commissaires de la République de région une Commission Régionale du Patrimoine Historique, Archéologique et Ethnologique ;

La Commission Régionale du Patrimoine Historique, Archéologique et Ethnologique de la région de Bourgogne entendue, en sa séance du 25 juin 1986 ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT que l'ancienne église de Morey à LUCENAY-L'EVEQUE (Saône-et-Loire) présente un intérêt d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation en raison de son témoignage archéologique ;

.../...

ARRÊTE

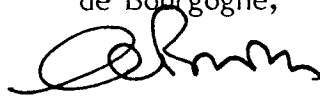
Article 1er. - Est inscrite sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques, en totalité, l'ancienne église de Morey à LUCENAY-L'EVEQUE (Saône-et-Loire) située sur la parcelle n° 48 d'une contenance de 33 a 58 ca, figurant au cadastre, section B et appartenant à la commune par acte passé antérieurement au 1er janvier 1956.

Article 2. - Le présent arrêté, dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai au Ministre chargé de la Culture, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région.

Article 3. - Il sera notifié au Commissaire de la République du département et au Maire de la commune propriétaire, intéressés qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

DIJON, le 18 AOUT 1987

Le Préfet, Commissaire de la République  
de Bourgogne,



Claudius BROSSE.